



Le transport terrestre et les négociations internationales sur le climat : pour une mobilité durable



SYLVIE HUMBERT ET ARNAUD GALAIS

Par **Cyrille du Peloux**,
 directeur général de Veolia Transport

Le protocole de Kyoto n'a pas à ce jour permis de relever le défi de la mobilité durable, c'est-à-dire un transport de voyageurs apportant des réponses à la raréfaction des énergies fossiles, au changement climatique, à l'urbanisation croissante et à la pollution de l'air.

Or, le secteur du transport est un contributeur important de gaz à effet de serre (GES). Il représente 19 % des émissions mondiales de CO₂ et 14 % de celles de GES. Le transport routier, et principalement les voitures particulières, est responsable de plus de 70 % des émissions de CO₂ du secteur. Les croissances les plus élevées des émissions de GES entre 1970 et 2004 ont été observées dans les secteurs de la production énergétique (+145%) et du transport (+120%) (source : Giec, 2007). Ces chiffres démontrent qu'il est urgent de réduire de manière significative les émissions de ce secteur.

Hélas, les incitations créées par le protocole de Kyoto pour réduire les émissions de GES ne fonctionnent pas de manière efficace dans le transport, un secteur aux émissions diffuses, et ne permettent pas de favoriser massivement le transfert modal de la voiture particulière vers les transports collectifs ou sobres en carbone.

Ainsi, seuls deux projets « mécanisme de développement propre » (mécanisme du protocole de Kyoto permettant à une entreprise ou à un pays ayant des objectifs de réduction de GES – pays développés – d'obtenir des crédits d'émissions en investissant dans des projets de réduction des émissions de GES dans un pays sans contrainte carbone – pays en développement et émergent) ont été approuvés dans le secteur du transport sur plus de 1 900 projets tous secteurs confondus.

Ce chiffre est très insuffisant car les scientifiques estiment que les émissions de CO₂ du secteur du transport augmenteront de 120 % d'ici 2050 par rapport à 2000 si les tendances actuelles se poursuivent. Or, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), les émissions mondiales de GES doivent décroître de 50 % dans les pays en développement et de plus de 80 % dans les pays développés d'ici 2050 par rapport à 1990 afin d'empêcher toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique. Ces objectifs ambitieux ne pourront être atteints sans le développement d'incitations pour la mise en œuvre de mesures favorisant les modes de transport sobres en carbone.

Ce message a été porté lors de la conférence climat de l'ONU qui a eu lieu du 7 au 18 décembre à Copenhague par Veolia Transport, opérateur international de transport public de voyageurs, l'Union internationale des transports publics (UITP), GTZ, la coopération

technique allemande, et Transport Research Laboratory (TRL). Ces quatre organisations ont créé l'initiative « Bridging the Gap : Pathways for Transport in the Post 2012 Process » (www.transport2012.org) afin d'intégrer le transport terrestre à l'ordre du jour des négociations internationales sur le climat.

Nous avons appelé à ce que le prochain accord sur le climat mentionne pour la première fois que la réduction des émissions de CO₂ dans le secteur du transport soit un enjeu commun aux pays développés et en développement. Il a été souligné qu'une réforme des outils de la finance carbone actuels est nécessaire

Les émissions mondiales de GES doivent décroître de 50 % dans les pays en développement et de plus de 80 % dans les pays développés d'ici 2050

et que les dispositions du futur accord devront assurer un soutien financier adéquat à ce secteur. De même, il a été rappelé qu'il convien-

dra de faciliter les transferts de technologie et les efforts en termes de renforcement des capacités (« Capacity Building » en anglais : processus par lequel les particuliers, les organisations, les institutions développent notamment des aptitudes à résoudre des problèmes et atteindre des objectifs) afin de promouvoir la mobilité durable.

Tels sont les messages que nous avons défendus à la conférence de Copenhague à l'occasion notamment de trois « Side Events » de l'initiative « Bridging the Gap » où les ambassadeurs climat de la France (Brice Lalonde), du Costa Rica (Alvaro Umaña Quesada) et de la Corée du Sud (Rae Kwon Chung) sont intervenus. □